

ACTION URGENTE

VENEZUELA. DES MEMBRES DU PERSONNEL D'UNE ONG HUMANITAIRE SONT DÉTENUS POUR LEURS OPINIONS

Le 12 janvier, des agents de la Direction générale du contre-renseignement militaire (DGCIM), à Maracaibo, ont arrêté des membres du personnel d'Azul Positivo, une ONG médicale et humanitaire de l'État de Zulia (ouest du Venezuela). Johan León Reyes, Yordy Bermúdez, Layners Gutiérrez Díaz, Alejandro Gómez Di Maggio et Luis Ferrabuz ont été inculpés d'infractions financières et d'« association en vue de commettre des infractions ». Amnesty International considère que leur arrestation et les poursuites engagées à leur encontre sont uniquement liées aux activités humanitaires de l'ONG pour laquelle ils travaillent, Azul Positivo. Ces personnes sont des prisonniers d'opinion ; elles doivent, à ce titre, être libérées immédiatement et sans condition.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Président

Nicolás Maduro
Palacio de Miraflores
Av. Norte 10, Caracas 1012,
Distrito Capital
Venezuela
Tél. : +58 212-8063111
Twitter : @NicolasMaduro

Monsieur le Président,

J'ai appris avec consternation l'arrestation de travailleurs humanitaires et membres de la société civile appartenant à Azul Positivo par des agents de la Direction du contre-espionnage militaire (DGCIM), à Maracaibo, le 12 janvier.

Johan León Reyes, Yordy Bermúdez, Layners Gutiérrez Díaz, Alejandro Gómez Di Maggio, Miguel Guerra Raydan et Luis Ferrebuz sont des prisonniers d'opinion ; ils doivent, à ce titre, être libérés immédiatement et sans condition.

Les activités que mène Azul Positivo en tant qu'organisation humanitaire au Venezuela sont remarquables et fort nécessaires. Ce travail doit être garanti, protégé et célébré, et non criminalisé.

Je vous prie instamment de veiller à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les membres du personnel d'Azul Positivo et de mettre fin au harcèlement, aux poursuites et à la censure à l'égard de toutes les organisations de la société civile qui s'emploient à protéger les droits de tous les Vénézuéliens.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Azul Positivo est une organisation non gouvernementale qui, depuis 2004, s'emploie à promouvoir l'inclusion, la compréhension et la prise en charge médicale des personnes vivant avec le VIH, et travaille sur des questions transversales telles que les infections sexuellement transmissibles, la diversité et la violence sexuelle. Depuis 2006, elle a développé des projets communautaires dans diverses villes de l'État de Zulia (ouest du Venezuela). Par ses activités, elle a contribué au travail d'instances de santé publique telles que le Service national de médecine et de science médicolégale, le programme régional de lutte contre le sida et le ministère de la Santé. Elle a également coopéré avec des institutions du système des Nations unies comme l'ONUSIDA, le HCR et le FNUAP, mettant en œuvre des projets consacrés à la santé en matière de sexualité et de procréation à la frontière avec la Colombie.

Le 12 janvier 2021, vers 11 h 30, un groupe d'au moins 15 membres de la Direction générale du contre-renseignement militaire (DGCIM) s'est présenté au siège de l'organisation de la société civile Azul Positivo, situé dans le centre commercial Aventura, dans la ville de Maracaibo, soi-disant pour mener à bien une procédure administrative liée aux activités d'assistance humanitaire que l'organisation mène dans diverses communautés de l'État de Zulia.

Pendant plus de six heures, les directeurs et plusieurs membres de l'équipe ont été détenus dans leurs bureaux et interrogés sur leur travail humanitaire. Ensuite, Johan León Reyes, Yordy Bermúdez, Layners Gutiérrez Díaz, Alejandro Gómez Di Maggio et Miguel Guerra Raydan ont été conduits au siège de la DGCIM, sans pouvoir consulter un avocat. Plus tard dans la journée, un autre employé d'Azul Positivo, Luis Ferrebuz, a été arrêté à son domicile par des membres de la DGCIM. Miguel Guerra a été remis en liberté par la suite.

Le 14 janvier, les cinq détenus ont comparu devant un tribunal et ont été inculpés d'infractions forgées de toutes pièces, à savoir d'acquisition illégale de biens et de services, de blanchiment d'argent et d'association en vue de commettre des infractions. Cette attaque contre Azul Positivo intervient alors que les autorités renforcent la stigmatisation et le harcèlement à l'égard d'autres organisations de la société civile, ciblant en particulier leur financement international. Forte de plus de 15 ans de travail humanitaire respecté, fiable et efficace, Azul Positivo est très reconnue par les organisations humanitaires internationales, par ses partenaires locaux et par les militant.es.

Le gouvernement de Nicolás Maduro a mis en œuvre une politique de répression et n'a cessé de harceler, de poursuivre en justice et de censurer des militant.es et des organisations de la société civile qui œuvrent à la protection des droits des Vénézuélien.nes, dans le contexte d'une crise humanitaire complexe et d'une profonde crise des droits humains qui ont forcé les Vénézuélien.nes à fuir à l'étranger en nombre sans précédent, en quête de sécurité et d'un avenir digne. En décembre 2020, plus de 5,4 millions de personnes avaient fui le pays.

Tous ces événements ne sont pas des faits isolés. Depuis le début du mois de janvier, la société civile du Venezuela a fait état d'une nouvelle vague de répression à l'encontre des militant.es et des défenseur.es des droits humains, principalement axée sur la criminalisation de la coopération internationale. Cette nouvelle série d'attaques répressives a également touché des [médias indépendants](#).

L'année dernière, un rapport de la mission internationale indépendante de détermination des faits sur la République bolivarienne du Venezuela a documenté des centaines de cas d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, de détentions arbitraires ainsi que d'actes de torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants recensés dans le pays depuis 2014, et a conclu que ces graves violations des droits humains pouvaient s'apparenter à des crimes contre l'humanité.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 11 MARS 2021.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : le personnel d'Azul Positivo (N/A)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr53/3528/2021/fr/>